



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 64 – 24 FEVRIER 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

ZAMBIE : RAZEL
BEC REMPORTE LE
CONTRAT DE LA
1ERE PHASE DE
REHABILITATION DU
BARRAGE DE
KARIBA

UEMOA : LE FMI
PREVOIT UNE
CROISSANCE DE 6 % A
MOYEN TERME ET
SOULIGNE LES RISQUES
SUSCEPTIBLES DE
COMPROMETTRE CETTE
PREVISION

COTE D'IVOIRE :
LANCEMENT OFFICIEL
DU CLUB « ABIDJAN
VILLE DURABLE » A
L'INSTITUT FRANÇAIS
D'ABIDJAN

DJIBOUTI : MISE EN
SERVICE DU PORT
POLYVALENT DE
DORALEH PREVUE FIN
MARS

SOUDAN : INTERET
RAVIVE DU SECTEUR
PRIVE POUR
L'ÉCONOMIE
SOUDANAISE

GAMBIE : L'UE
ACCORDE UNE AIDE DE
225 M EUR A
L'ÉCONOMIE
GAMBIENNE

AFRIQUE DU SUD : LE
PAPETIER SAPPI VA
INVESTIR 305 M USD
AUX ÉTATS-UNIS ET EN
EUROPE

LE GABON ET LA
GUINEE EQUATORIALE
S'ENGAGENT A
APPLIQUER L'ACCORD
DE LIBRE CIRCULATION
DES PERSONNES EN
ZONE CEMAC

CONGO-BRAZZAVILLE :
LES ENTREPRISES
PUBLIQUES
RAPPORTERAIENT 5
MDS A L'ÉTAT EN
2017



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ UEMOA : le FMI prévoit une croissance de 6 % à moyen terme et souligne les risques susceptibles de compromettre cette prévision

Le FMI prévoit une croissance économique d'environ 6 % dans la zone UEMOA à moyen terme. Il estime néanmoins que cette bonne perspective est soumise à quatre importants risques baissiers : les incertitudes sur l'économie mondiale, les dérapages dans les plans d'assainissement budgétaire, les ralentissements dans la mise en œuvre des réformes structurelles et la baisse prolongée du prix du cacao. Le FMI estime le déficit budgétaire global de la zone à 4,5 % du PIB en 2015, soit à un niveau plus élevé que prévu. Il recommande en conséquence aux pays de prendre des mesures pour réduire leur déficit à 3 % maximum, comme le prescrivent les critères de convergence.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr & saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ CEMAC : recommandations des experts en douane

Un séminaire sur la poursuite des réformes de l'administration douanière dans les pays de la CEMAC a été organisé du 14 au 17 février à Brazzaville par le Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale du FMI, AFRICATAC. Plusieurs recommandations ont été arrêtées dont l'informatisation de l'ensemble des étapes de la procédure douanière à l'importation et son appropriation par les agents, de même que l'élaboration d'un plan d'actions prioritaires de réformes nécessitant l'appui de l'informatique. Au titre de la poursuite des réformes engagées lors du précédent programme régional, les experts envisagent la modernisation du cadre législatif, rendu nécessaire dans la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ CEMAC : Daniel Ona Ondo, nouveau président de la commission de la CEMAC

L'ancien Premier ministre gabonais a été élu à la tête de la commission de la Communauté économique et monétaire des Etats d'Afrique Centrale (CEMAC) pour un mandat de 5 ans, lors du dernier sommet des chefs d'Etat et de gouvernement, qui s'est tenu du 16 au 17 février dernier à Djibloho en Guinée Equatoriale. Il succède au congolais Pierre Moussa et travaillera sous la direction du nouveau président de la CEMAC, le président Tchadien Idriss Deby Itno. Le Pr. Daniel Ona Ondo devra s'atteler au dossier de l'intégration régionale, et surtout de la libre-circulation, encore difficile entre les pays de la zone malgré les projets de création d'une compagnie aérienne sous-régionale et de mise en place de passeports CEMAC.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

▼ Le Gabon et la Guinée Equatoriale s'engagent à appliquer l'accord de libre circulation des personnes en zone CEMAC

En marge de la 13^{ème} session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat de la CEMAC, qui s'est tenue à Djibloho le 17 février dernier, la Guinée Equatoriale ainsi que le Gabon se sont engagés à appliquer le principe de libre circulation intégrale au bénéfice de tous les ressortissants de l'espace CEMAC munis d'une pièce d'identité sécurisée. Une mission circulaire de la Commission de la CEMAC se rendra dans l'ensemble des pays de la sous-région pour s'assurer de la mise en œuvre de cette décision.

✉ Vincent.branquet@diplomatie.gouv.fr

▼ **Le Conseil des ministres de l'Union économique de l'Afrique centrale (UEAC) prend acte du terme mis aux négociations pour un Accord de partenariat économique (APE) régional**

Le Conseil des ministres de l'UEAC a pris acte, à l'occasion de sa 31^{ème} session ordinaire, de la décision unilatérale de l'Union européenne de mettre un terme aux négociations pour un APE régional. Une position commune des Etats de la CEMAC sera arrêtée et présentée lors de la réunion du Comité ministériel des négociations de l'Accord de partenariat économique (Comina) prévue le 3 mars 2017 à Douala, Cameroun.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Nigéria : nouvelle augmentation de l'inflation en janvier à 18,72 %

D'après le bureau national de la statistique (NBS), en janvier, l'inflation s'est établie à 18,72 % en glissement annuel contre 18,55 % en décembre 2016 ; il s'agit de la 15^{ème} augmentation mensuelle consécutive. Toutes les catégories de l'IPC accusent des pressions croissantes notamment les biens alimentaires (+17,82 % en g.a.). Les prix des biens alimentaires importés ont quant à eux augmenté de 20,97 % en glissement annuel, dans un contexte de différentiel toujours croissant entre le taux de change interbancaire (305,5 NGN/USD) et les cours pratiqués sur les marchés parallèles (entre 507 et 510 NGN/USD). L'indice pour le logement, l'eau, l'électricité, le gaz et autres carburants a progressé de 27,2 % en g.a. et celui des transports, de 17,2 %.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : ralentissement de l'inflation à 13,3 % et dépréciation de 2,8 % du cedi sur le seul mois de janvier 2017

Le cedi a perdu 2,8 % en glissement annuel de sa valeur sur le seul mois de janvier 2017, après être resté stable jusqu'en décembre 2016 avant de perdre 9,6 % en g.a. sur le dernier mois de l'année. Cette tendance devrait se poursuivre au cours des prochains mois en raison des sorties de devises imputables au règlement de achats massifs de fin 2016 par les importateurs ghanéens. De plus, le début de relèvement des taux de la Fed a reporté l'intérêt des investisseurs institutionnels vers les Etats-Unis. Néanmoins, les entrées de devises étrangères devraient progresser dans le courant de l'année avec le redémarrage de la production d'hydrocarbures stimulant les exportations.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : ralentissement de l'inflation à 13,3 % en janvier

L'indice des prix à la consommation en janvier 2017 a diminué de 2,1 points de pourcentage à 13,3 % en glissement annuel contre 15,4 % le mois précédent, soit le plus faible taux enregistré depuis décembre 2013. La forte baisse des prix des biens alimentaires (-2,7 points, à 7 %) et dans une moindre mesure le repli des prix des biens non-alimentaires (-1,6 points, à 18,2 %) expliquent ce recul. Ce chiffre confirme la tendance baissière observée sur le second semestre 2016, résultat de la politique monétaire de la Banque centrale.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : mise en place d'un nouveau mode de gestion du parc automobile de l'Etat

Le Conseil des ministres du 14 février a choisi l'option de *leasing* ou location de véhicules à longue durée, pour mettre à la disposition des agents et services de l'Etat, des matériels roulants. Cette mesure concernera tous les véhicules de l'Etat. Les dépenses pour le parc roulant (achat de véhicules, entretien et carburant) ont été réduites de 76 M EUR en 2014 à 35,7 M EUR en 2016.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cap-Vert : le déficit commercial a augmenté de 13,1 % en 2016**

Le déficit commercial du Cap Vert a augmenté de 13,1 % et atteint 60,4 Mds CVE (589,6 M USD) en 2016. Cette situation s'explique par la baisse des exportations (-10,3 %, 58,2 M USD) et la hausse des importations (+10,5 %, 647,8 M USD). Le taux de couverture s'est établi à 9 % en 2016, contre 11,1 % en 2015. Le Portugal reste le principal fournisseur de l'archipel avec 46,5 % des importations, devant l'Espagne (11,3 %). Ce dernier est le premier client du pays avec 72,5 % du total des exportations, devant le Portugal (19,2 %). L'archipel importe principalement des combustibles, des réacteurs, machines et moteurs, des véhicules automobiles et exporte les produits de la pêche transformés (43 %) et les crustacés (38,2 %).

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : lancement officiel du Club « Abidjan Ville durable » à l'Institut français d'Abidjan**

Le Club « Abidjan Ville durable », créé le 25 avril 2016 à l'occasion du Forum d'affaires France-Afrique de l'Ouest et Afrique centrale, a procédé à son lancement officiel le 20 février 2017 à l'Institut français à Abidjan en présence de la ministre ivoirienne de la Salubrité, de l'Environnement et du Développement durable. Plus de 120 responsables du développement durable dans les ministères ivoiriens concernés, les collectivités locales, les instituts de recherche et unités d'enseignement supérieur ont pu échanger avec les 30 membres du Club qui ont présenté les problématiques de la ville durable sous ses divers aspects (gestion de l'eau, aménagement urbain, mobilité urbaine, gestion de l'énergie, bâtiments, télécommunications).

✉ christian.benoit@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : l'inflation en hausse, conséquence de la sécheresse**

D'après les premières données du *Kenya National Bureau of Statistics*, l'inflation annuelle a atteint 7 % en janvier 2017, se rapprochant ainsi de la limite haute de l'intervalle de confort de la Banque centrale (inflation entre 2,5 % et 7,5 %). La hausse des prix alimentaires est la principale raison de cette augmentation : en raison de la sécheresse affectant fortement les rendements agricoles, elle atteint 12,5 % sur un an et 1,7 % sur le mois. Le président Uhuru Kenyatta a déclaré le 9 février l'état de catastrophe naturelle dans 23 des 47 comtés, principalement situés au nord du pays, et a alloué une aide de 105 M USD pour soutenir les populations menacées de famine.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Djibouti : mise en service du port polyvalent de Doraleh prévue fin mars**

Le port polyvalent de Doraleh (*Doraleh Multipurpose Port - DMP*), dont la construction sera finalisée fin mars 2017, devrait entrer en service à cette même date. Il sera doté d'équipements modernes lui permettant d'accueillir des navires d'une capacité de 100 000 tonnes de port en lourd. Il disposera d'une longueur de quai de 1 200 mètres, de six postes d'accostage (15 à l'issue de la phase 2) à 16 mètres chacun, et sera relié au réseau de transport routier et ferroviaire. La construction de la phase 1 a été assurée par la société chinoise *ZPMC*. Le coût total de ce projet (phases 1 et 2), qui couvrira à terme une surface de 690 hectares, s'élève à 590 M USD.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : hausse de l'inflation**

L'inflation soudanaise a été de 33 % en année glissante en janvier 2017, alors qu'elle avait été de 30 % à la fin de l'année 2016. Pour rappel, le prix de l'essence avait été augmenté de 30 % le 4 novembre dernier.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : les entreprises publiques rapporteraient 5 Mds à l'Etat en 2017**

La directrice générale du Portefeuille public a annoncé que l'État congolais espère un gain de près de 5 Mds FCFA (7,6 M EUR) des entreprises publiques en 2017. Au nombre de ces entreprises figurent entre autres la Société nationale des pétroles du Congo, la Société nationale d'électricité, la Société nationale de distribution d'eau, la Société des transports publics urbains, le Port autonome de Pointe-Noire, le Chemin de fer Congo océan et le Port autonome de Brazzaville et ports secondaires.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : une mission du FMI séjourne à Yaoundé pour négocier un programme avec le gouvernement**

Conformément aux engagements pris par les autorités camerounaises à l'issue du Sommet extraordinaire des chefs d'Etat d'Afrique centrale en décembre 2016, une mission du FMI est actuellement en cours pour définir les modalités d'un programme devant permettre le rétablissement des équilibres macroéconomiques. Les négociations porteraient sur la réduction des dépenses publiques et l'accroissement des recettes budgétaires. Le ministre de l'Economie, Louis-Paul Motazé, s'est déclaré favorable à des ajustements mais opposé à des mesures d'austérité. Les programmes d'investissements publics devraient se poursuivre conformément à la loi de finance initiale adoptée fin 2016.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Ouganda : renforcement du système des transactions financières en ligne

Le gouvernement a alloué 10 M USD pour renforcer le système de transactions financière via internet et favoriser ainsi l'émergence d'un environnement numérique sûr pour les entreprises. L'objectif du ministère de l'Information et de la Communication ougandais est de limiter la cybercriminalité, en améliorant et en systématisant l'identification des utilisateurs. Selon un rapport mené en 2013 par l'entreprise Deloitte, l'Ouganda perdrait entre 1 et 10 M USD par an à cause de la cybercriminalité.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : importante réforme des douanes

Lors d'une séance d'informations sur la loi de finances 2017, le directeur général des Douanes a annoncé des modifications du code douanier afin d'intégrer les réformes sur le renforcement du pouvoir des agents des douanes en matière de contrôle, ainsi que la sécurisation et la simplification des procédures douanières. Des amendements du tarif douanier ont également été annoncés : (i) l'application du Système Harmonisé (SH 2017) recommandé par l'Organisation mondiale des Douanes ; (ii) l'abaissement de 8 % à 5 % des droits de douanes sur les biens intermédiaires au titre de l'Accord de partenariat économique intérimaire avec l'UE ; (iii) l'harmonisation du taux de droits de douane de certaines marchandises afin de réduire le risque de fausse déclaration.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : intérêt ravivé du secteur privé pour l'économie soudanaise

Une délégation de General Electric (GE) s'est rendue récemment à Khartoum, et a notamment rencontré le ministre soudanais du Pétrole. Ce dernier a indiqué que son ministère préparait un appel d'offres pour des concessions pétrolières. De son côté GE aurait mentionné être prête à travailler dans le pétrole, l'aviation, les transports et la santé. Par ailleurs un représentant du fabricant de cartes de crédit Visa devrait prochainement se rendre à Khartoum, alors que les anciennes sanctions commerciales américaines contre le Soudan interdisaient jusqu'à présent l'usage de cartes de crédit internationales au Soudan.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Burkina : Afreximbank confirme son engagement au PNDES

Le président de la Banque africaine d'import-export (Afreximbank) s'est rendu à Ouagadougou la semaine dernière pour marquer le soutien d'Afreximbank au Plan national de développement économique et social (PNDES 2016-2020). A cette occasion, il a indiqué qu'Afreximbank est disposé à injecter 1,5 Md USD en appui à 15 projets du PNDES, notamment dans les infrastructures de télécommunication, les énergies renouvelables et la transformation des matières premières locales.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina : un financement de 5,4 M USD de la BAfD pour la filière anacarde

La Banque africaine de développement a approuvé un prêt et un don d'un montant total de 5,4 M USD, pour financer le projet de développement de l'anacarde dans le bassin de la Comoé au Sud-ouest du pays. Ce projet, d'un coût total de 11 M USD, vise à améliorer la productivité et la production biologique d'anacarde par la plantation d'arbres à haut rendement et la promotion de bonnes pratiques d'entretien. Il vise aussi à augmenter les revenus tirés des plantations agricoles par la transformation et la certification des produits biologiques et à créer des emplois verts pour les femmes et les jeunes. La production de noix de cajou au Burkina Faso est estimée à 35 000 tonnes par an, produites sur 65 800 ha par 45 000 producteurs.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : financement de 50 M USD de la Banque mondiale pour le secteur de l'eau

Ce financement est destiné au Projet de renforcement de l'alimentation en eau potable en milieu urbain (PREMU), notamment dans des localités du Nord (Korhogo et Ferkessedougou), du Sud (Tiassalé, Agboville et Bingerville) et du Centre du pays (Béoumi). Le PREMU vise (i) le renforcement de la production d'eau potable et des systèmes d'adduction, de stockage et de distribution, (ii) l'accroissement de l'accès à l'eau potable à un coût abordable, et (iii) la facilitation d'une exécution adéquate des missions des acteurs du sous-secteur de l'hydraulique urbaine et le renforcement de leurs capacités.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : la France et l'UE apportent un appui financier de 18 M EUR pour la sécurité et le développement dans le Nord

Le ministre malien des Affaires étrangères, la chargée d'affaires de la délégation de l'UE au Mali et l'ambassadrice de France au Mali ont signé les conventions de financement relatives au projet « Sécurité Humaine et Développement dans le Nord du Mali (SDNM Phase 2) ». Ce projet intervient après la mise en œuvre de la Phase initiale d'un montant de 1 M EUR, financé à hauteur de 75 % par l'AFD et de 25 % par l'Agence nationale d'Investissements des collectivités territoriales. Quant au financement de la phase 2 du projet, il se compose de : 13 M EUR de l'UE, 5 M EUR de l'AFD et 1 M EUR de l'Etat malien.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : la BOAD finance (38 M EUR) le renforcement du secteur de l'énergie électrique**

La Banque Ouest-africaine de développement (BOAD) contribue par un prêt de 38 M EUR, au financement du projet de renforcement et de réaménagement de réseaux de distribution d'électricité dans les régions de Dakar, Thiès, Kaolack, Fatick, Saint-Louis et Tambacounda. Ce projet, d'un coût total de 46 M EUR, permettra la réduction du coût de production et de fourniture de l'énergie électrique par l'automatisation du réseau de distribution, l'élimination des lignes en antenne. Ce prêt porte à 1,07 Md EUR le montant des interventions de la BOAD dans le pays, dont 22 % dans le secteur de l'énergie.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gambie : l'UE accorde une aide de 225 M EUR à l'économie gambienne**

L'UE soutient la relance de l'économie gambienne en accordant au pays une aide de 225 M EUR, destinée à la lutte contre l'insécurité alimentaire, le chômage et le mauvais état des infrastructures. Deux trains de mesures seront mis en œuvre. Le premier, d'un coût de 75 M EUR, porte sur des mesures d'aides immédiates : 10,5 M EUR pour renforcer l'accès des populations le plus vulnérables aux infrastructures socio-économiques, 20,5 M EUR orientés vers l'emploi des jeunes, 11,5 M EUR pour la sécurité alimentaire, 11 M EUR à titre de fonds fiduciaire d'urgence et 21,5 M EUR en soutien au contexte socio-économique du pays. Le deuxième train de mesures, d'un coût de 150 M EUR, portera sur des actions à moyen et long terme en cours de définition.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : un appel à projets lancé pour le développement de la zone industrielle de Riche Terre**

L'organisme de promotion des investissements (BOI) vient de lancer un appel à projets dont l'objectif est d'identifier des opérateurs économiques susceptibles d'investir dans la zone industrielle de Riche Terre, située à proximité de Port-Louis. Les 137 ha de Riche Terre Business & Industrial Park jouxtent une autre zone économique, Mauritius JinFei Economic Trade & Cooperation Zone, en cours de développement par le groupe chinois Shanxi Jin Fei Investment Co. Toutefois, les objectifs de cette dernière zone - 500 M EUR d'investissements et 40 000 emplois -, fixés en 2008, sont encore loin d'être atteints.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : doublement des financements britanniques dédiés au commerce pour la Tanzanie**

Lors d'un entretien avec le ministre des Finances tanzanien, l'envoyé du Premier ministre britannique Lord Hollick a annoncé un doublement de l'enveloppe des crédits à l'exportation du Royaume-Uni pour la Tanzanie, pour atteindre 938 M USD. Ces financements viseront les projets d'infrastructure prioritaires du pays, à l'instar du terminal 3 de l'aéroport international de Dar es Salam Julius Nyerere (JNIA).

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : Bolloré va investir 150 Mds FCFA pour élargir le Port autonome de Pointe-Noire (PAPN)**

Après un premier investissement de 250 Mds FCFA (381,1 M EUR) pour sa concession du terminal à conteneurs du PAPN, le groupe Bolloré a annoncé un investissement supplémentaire de 150 Mds FCFA (228,6 M EUR) pour élargir cette infrastructure portuaire. Le groupe entend également élargir ses activités au Congo dans le secteur de l'énergie et projette de construire un système de panneaux photovoltaïques, avec des mécanismes de stockage d'énergie solaire. La ville d'Impfondo (département de la Likouala) a été désignée comme ville pilote du projet.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : réorientation de l'engagement de la Banque mondiale vers plus d'efficience**

La Banque mondiale a tenu la revue annuelle de son portefeuille au Congo les 21 et 22 février à Brazzaville sous le thème de la redynamisation de son partenariat avec la République du Congo, dont les résultats resteraient décevants, alors que 2017 en est la dernière année. L'objectif affiché de cet exercice, qui coïncide avec la réflexion menée actuellement par le Congo sur son Plan national de développement 2017-2021, était de définir, pour les deux parties, de nouvelles stratégies d'intervention tant en matière de diversification économique que de financements alternatifs, en faveur d'une mobilisation des ressources domestiques plus efficace, d'une rationalisation des dépenses et d'une accélération des réformes structurelles.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : lancement du Projet d'appui au climat des investissements et à la gouvernance sectorielle forêt/bois**

Les autorités congolaises ont lancé, le 20 février à Brazzaville, le Projet d'appui au climat des investissements et à la gouvernance sectorielle forêt/bois (PACIGOF). Ce projet dont le coût global est de 24,9 Mds FCFA (37,9 M EUR), cofinancé par le Congo et la Banque africaine de développement (BAfD) vise à appuyer les petites et moyennes entreprises du secteur forêt/bois, promouvoir les investissements et améliorer la gouvernance. À travers ce projet, les autorités congolaises souhaitent faire contribuer le secteur forestier à une croissance inclusive du PIB du Congo et à une diversification de son économie. Le projet a un horizon de 5 ans.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : présence de foyers de chenilles légionnaires d'automne

Le département de l'Agriculture a confirmé la détection d'un foyer de chenilles légionnaires d'automne (*Spodoptera frugiperda*) sur des cultures de maïs dans la province du Limpopo. S'agissant d'un organisme nuisible de quarantaine susceptible de provoquer des dégâts sur les cultures de maïs notamment, le département a déclenché le plan d'action d'urgence avec une surveillance renforcée sur le territoire, des actions de sensibilisation et une procédure accélérée pour l'enregistrement de pesticides adaptés. Les autorités sud-africaines et la profession agricole sont mobilisés pour contenir ce ravageur afin qu'il ne compromette pas la reprise attendue de la production agricole après 2 années de sécheresse.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : baisse du nombre de ménages pratiquant une activité agricole

Le département des statistiques a publié une enquête sur les ménages agricoles établie à partir du recensement 2016. 2,3 millions de foyers, soit 13,8 % des ménages sud-africains, ont une activité agricole contre 2,9 millions en 2011, cette baisse de 19 % est une des conséquences des sécheresses consécutives en 2015 et 2016. La pratique de l'élevage reste très dominante 43 % des ménages pratiquant exclusivement l'élevage, notamment de volaille et 22 % l'élevage et la production végétale. La production agricole reste cependant marginale dans le revenu des ménages agricoles, puisque pour seulement 5,7 % des foyers pratiquant l'agriculture, cette activité constitue la source principale de revenus.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : le papetier SAPPI va investir 305 M USD aux Etats-Unis et en Europe

L'entreprise sud-africaine *SAPPI*, leader de la production de pâte à papier, a annoncé cette semaine qu'elle allait investir 305 M USD en Amérique du Nord et en Europe pour développer ses capacités de production dans le secteur de l'emballage et ainsi de réduire sa dépendance à l'égard du papier graphique et du papier glacé. *SAPPI* va investir 165 M USD en Amérique du Nord où l'entreprise réalise 27 % de son chiffre d'affaires et 140 M USD dans ses usines européennes en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas où elle réalise 50 % de son chiffre d'affaires.

✉ guillaume.furri@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : le pays devient le 5ème producteur de bananes au monde

Le Cameroun est par ailleurs le premier producteur en zone Afrique, Caraïbes et Pacifique, devant la Côte d'Ivoire. La production annuelle du Cameroun s'élève à 278 000 tonnes partagée entre les sociétés Plantations du Haut Penja (Php) et Cameroon Development Corporation (CDC). Le Document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) fixe à 500 000 tonnes l'objectif de production nationale à l'horizon 2020.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : Lancement par le groupe Dangote d'un vaste programme dans la riziculture

La filiale Dangote Rice Ltd du groupe du milliardaire nigérian Aliko Dangote, lance un vaste programme rizicole qui débutera par la mise en place d'un projet pilote sur 500 hectares dans la zone du barrage de Goronyo, dans l'Etat de Sokoto au nord-ouest du pays. Au total, ce sont 25 000 hectares de rizières qui devraient être mis en culture d'ici la fin de l'année dans trois Etats du nord du pays (Sokoto, Jigawa et Zamfara), avec un objectif fixé d'une production de 225 000 tonnes de riz (soit 4 % de la demande domestique annuelle). Dangote Rice espère d'ici 5 ans produire plus d'1 M de tonnes de riz, soit 16 % de la consommation du pays. Pour rappel, depuis plus de 10 ans, le Nigéria est le premier importateur mondial de riz, le pays en consommant près de 6,5 M de tonnes par an mais n'en produisant que 2,5 M.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : révision à la baisse des prévisions de production de cacao

Le *Ghana Cocoa Board*, instance publique réglementant la filière cacao et seul organisme habilité à vendre le cacao ghanéen sur les marchés internationaux, a revu à la baisse les prévisions de récolte pour la saison 2016-2017. Tablant désormais sur une production de 800 000 tonnes (contre des estimations se situant entre 850 000 et 900 000 tonnes en début de saison), cette récolte devrait être toutefois supérieure à la saison 2015-2016, dont la production avait marqué le pas à 780 000 tonnes en raison des mauvaises conditions météorologiques et du vieillissement des plants. Le Ghana demeure le deuxième producteur mondial de cacao, qui a représenté 23,7 % de ses exportations en 2015 (troisième poste de ventes ghanéennes à l'étranger).

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : CoalTech en passe de révolutionner l'industrie du charbon

CoalTech, sur la base d'une technologie validée par le Bureau Veritas, est maintenant capable de construire des usines de traitement qui atteindront 450 000 t/mois de granules de charbon. L'industrie minière d'Afrique du Sud ainsi que différents groupes en Europe, en Amérique du Nord et en Asie ont déjà exprimé leur intérêt pour cette nouvelle technologie. Cet engouement s'explique par le fait qu'elle répond à différents défis de l'industrie du charbon : coût croissant d'extraction, problèmes environnementaux et raréfaction des surfaces de stockage de la poussière de charbon dont la masse est estimée à 30 Mds de tonnes dans le monde.

✉ eugenie.chevallot@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : Eskom met fin au blocage des producteurs indépendants d'énergie renouvelable

Eskom a mis fin au blocage des projets de producteurs indépendants (IPP) d'énergie renouvelable en amont du discours sur l'état de la Nation. Plusieurs soumissionnaires de projets en suspens (21 sur 37) ont reçu les estimations tarifaires d'Eskom. L'électricien national se serait rapproché du bureau des IPP pour fixer des dates de signatures de contrat de rachat d'électricité. Ces démarches font suite aux accords du comité financier d'Eskom, de la ministre de tutelle (Entreprises publiques) et du régulateur NERSA.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : Razel Bec remporte le contrat de la 1^{ère} phase de réhabilitation du barrage de Kariba**

La société française Razel Bec s'est vu attribuer officiellement le contrat pour la réhabilitation du bassin de dissipation du barrage hydroélectrique de Kariba au cours d'une cérémonie le 14 février dernier. Bâti dans les années 1950, le barrage présente des fragilités. Avec une offre de 49,3 M EUR, Razel Bec a remporté le 1^{er} volet des travaux, dont le démarrage est prévu en février 2017 pour une finalisation en 2020. Situé sur le Zambèze entre la Zambie et le Zimbabwe, le barrage de Kariba, l'un des plus importants au monde, fournit de l'eau à une centrale hydro-électrique en Zambie (1 080 MW) et à une autre au Zimbabwe (750 MW).

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : Arcelor Mittal South Africa (AMSA) signe avec Highveld pour la réouverture d'une aciérie**

La récente signature d'un contrat entre AMSA, Evraz Highveld Steel & Vanadium (Highveld) et sa filiale HMS va permettre la réouverture d'un site de production de métaux lourds. Cet événement marque le retour d'une production locale en Afrique du Sud ainsi que des retombées économiques importantes dont Highveld, actuellement en redressement judiciaire, a besoin. Néanmoins, la production ne pourra démarrer que lorsque l'administration du commerce international (ITAC) aura établi les niveaux de taxes à appliquer aux USA sur les produits concernés. Une fois fait, le contrat s'établira sur deux ans, reconductible pour une année supplémentaire. La production démarrera courant 2017.

✉ thomas.curelli@businessfrance.fr

▼ **Nigéria : en 2016, le pays a perdu son rang de 1^{er} producteur pétrolier d'Afrique au profit de l'Angola**

Le dernier rapport mensuel de l'OPEP classe le Nigéria au rang de 2^{ème} producteur pétrolier d'Afrique (1,577 M b/j en 2016 selon des sources secondaires contre 1,861 M b/j en 2015) derrière l'Angola (1,730 M b/j en 2016 contre 1,753 M b/j en 2015). Le ministre du Pétrole Emmanuel Kachikwu a indiqué qu'au pic des attaques la production avait chuté de 1 M de b/j pour s'établir à 1,2 M. Toujours selon les déclarations du ministre, les attaques ont conduit à un manque à gagner total en termes de recettes pétrolières de l'ordre de 100 Mds USD.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : diminution des projections de production pétrolière du champ de Jubilee en 2017**

Tullow Oil, l'opérateur principal des champs pétroliers de Jubilee et TEN, a annoncé avoir revu à la baisse ses projections de production du gisement de Jubilee à 68 500 barils par jour en 2017 (contre une estimation précédente de 73 700 barils par jour), principalement en raison des futurs travaux effectués sur le FPSO Nkrumah qui mèneront à sa fermeture durant 12 semaines au second semestre 2017. La production d'hydrocarbures devrait néanmoins être en légère hausse, compte-tenu de la mise en production du champ de TEN en août dernier (14 600 bp/j), d'une capacité d'environ 120 000 bp/j en 2017.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina : contribution du secteur des mines et de l'énergie à l'économie

Selon le ministère burkinabè de l'Énergie, des Mines et des Carrières, les secteurs des mines et de l'énergie participent au budget de l'État à hauteur de 15,88 %. L'activité minière a connu un essor rapide durant la dernière décennie et les exportations d'or sont passées de 5,6 tonnes en 2008 à 36,5 tonnes en 2015. Il a, par ailleurs, annoncé la construction dans les prochaines années, de cinq centrales solaires. Dans le cadre du Plan national de développement économique et social (PNDES 2016-2020), le gouvernement ambitionne de faire passer le taux de couverture électrique national à 80 % et les mines devraient quant à elles voir leur part dans le PIB passer de 7,9 % en 2015 à 10,2 % en 2020.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : suspension de 18 mois des opérations du projet Kalana

La compagnie canadienne Avnel Gold suspendra pendant 18 mois, à compter de juin prochain, la production de sa mine d'or souterraine de Kalana. Suite à l'épuisement des réserves initiales, Avnel Gold souhaite développer l'exploitation à ciel ouvert de la mine, qui devrait produire annuellement 148 000 oz (4,2 tonnes) durant les cinq premières années d'exploitation. La durée de vie de cette mine est estimée à 18 ans. Selon une étude de faisabilité dont les résultats ont été publiés en janvier 2017, la valeur actuelle nette du projet a été estimée à 321 M USD et le taux de rentabilité interne à 50 %. Pour mémoire, la compagnie canadienne détient une participation de 80 % dans le projet Kalana, le reste appartenant à l'Etat malien.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali : une nouvelle centrale thermique de 92 mégawatts à Kayes

Le ministre de l'Énergie et de l'Eau a procédé le 17 février à Paris à la signature avec huit institutions financières d'une convention de financement du projet de construction de la centrale thermique de Kayes pour un montant de 100 M EUR. La centrale thermique de Kayes devrait avoir une capacité de production de 92 MW et sera construite en BOOT (*Build, Own, Operate and transfert*) dans un délai de 16 mois. Albatros Energy Mali SA, une société de droit malien, devrait réaliser le projet. La centrale fournirait de l'électricité principalement aux sociétés minières basées à Kayes. Le projet devrait générer plus de 150 emplois directs et 100 autres indirects.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Minerais : potentiel impact d'un processus de révision de la loi de régulation financière américaine

Le Président Donald Trump a officiellement lancé le processus de révision d'une section de la loi de régulation financière qui oblige toute entreprise enregistrée à la bourse américaine à une diligence raisonnable concernant les « minerais de conflit », jugé trop contraignant et coûteux. Alors que ce dispositif de vigilance a inspiré l'Union européenne et l'OCDE, sa suppression irait à l'encontre d'une tendance à plus d'exigence de vigilance dans le domaine du *sourcing* responsable. Ce nouveau contexte devrait inciter le Congo, et tous les pays africains soucieux d'attirer des investisseurs responsables, à identifier les moyens de répondre à leurs attentes grandissantes de vigilance sur le sujet de minerais du conflit.

✉ ps.guedj@affectionmutandi.com

▼ **Ethiopie : construction du barrage de Gerbi pour mettre fin aux coupures d'eau à Addis-Abeba**

Le Parlement éthiopien a approuvé un prêt de l'*Exim Bank of China*, d'un montant de 1,5 MUSD, pour la construction du barrage de Gerbi. Il devrait générer 73 000 mètres cubes d'eau par jour à destination de la capitale Addis-Abeba et permettra ainsi de mettre fin aux coupures d'eau qui touchent régulièrement la partie nord de la ville. La construction du barrage sera effectuée par la société chinoise *CGCOC* sur une durée de 3 ans. La ville d'Addis-Abeba reçoit actuellement 600 000 mètres cubes par jour, en provenance des barrages de Gefersa, Legedadi et Dire, ainsi que du champ captant d'Akaki et de divers puits et sources situés aux environs de la capitale.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : 2 Mds USD pour l'électrification rurale au cours des cinq prochaines années**

Le conseil d'administration de la REA (autorité de l'électrification rurale) a approuvé son plan stratégique qui prévoit d'investir 2 Mds USD d'ici 2021 pour connecter de nouvelles populations rurales en se basant sur les énergies renouvelables. Ce programme entre dans le cadre d'une stratégie sur dix ans qui vise une meilleure pénétration de la fourniture électrique dans les zones rurales arides et semi-arides. Même si tant le réseau national que l'off-grid seront mis à contribution, la REA n'a pas précisé pas les modalités de financement de sa stratégie. Le premier plan quinquennal lancé en 2012 avait pour objectif l'électrification des services publics, et a permis d'éclairer les écoles primaires du pays.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : présentation et lancement du projet d'exploitation pétrolière près du lac Albert**

Le consortium composé de Total E&P Uganda, Tullow Oil et la CNOOC, visant à exploiter les champs pétrolier situés près du lac Albert, a lancé les études de conception avant-projet (FEED – Front End Engineering Design) pour les champs pétrolifères de Nwoya et Buliisa. Le lancement de l'étude a fait l'objet d'une signature en présence de la ministre de l'énergie et du développement minéral d'Ouganda. Les entreprises préqualifiées pour mener cette étude d'ingénierie préliminaire sont Technip, Fluor et Chicago Bridges & Iron Company, invitées à présenter une offre dans le cadre de la première phase du projet d'exploitation, dont seules deux seront retenues à l'issue de la procédure.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : TEREVA va former les agents de l'administration forestière**

Dans le cadre du projet APV/Flegt, accord signé en 2010 entre l'État congolais et l'UE visant à renforcer la bonne gouvernance forestière, le bureau d'étude français TEREVA a signé, le 21 février, un contrat de prestation de service avec le ministère de l'Économie forestière pour le renforcement des compétences techniques de ses agents. Considérant que le contrôle de la légalité ne peut être assuré depuis Brazzaville, les directions départementales seront formées afin d'effectuer des contrôles de terrain et de s'assurer du respect des exigences réglementaires européennes en matière de gestion et d'exploitation forestière. Le coût de la prestation s'élève à 450 M FCFA (680 000 EUR) pour une durée de 2 ans.

✉ Marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : les métiers du bois mis à l'honneur

La première édition du Salon des métiers du bois s'est close à Brazzaville, le lundi 20 février, après dix jours d'expo-vente durant lesquels les artistes et artisans du bois congolais ont fait valoir leur savoir-faire et leur créativité. Les recettes (12,5 M FCFA – 19.000 EUR) et la fréquentation (5500 visiteurs) du salon ont largement dépassé les attentes. Ce salon a été initié par le Ministère des Petites et moyennes entreprises et l'Agence nationale de l'artisanat pour encourager la transformation du bois dans le pays, dans l'espoir de générer une plus grande valeur ajoutée sur le territoire.

✉ Marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr

▼ Industries

▼ Mauritanie : inauguration à Nouakchott de la première usine de production de plastique

Afrique pour le plastique (Afriplast), société privée mauritanienne, vient d'inaugurer la première usine de production de tuyaux PEHD et PVC du pays. La production, destinée au transport de l'eau potable, du gaz butane et à l'assainissement, vise à répondre aux besoins du marché local et de quelques pays la sous-région (Mali, Sénégal). L'usine compte huit lignes de production (de très haute technologie) de tuyaux. Elle a nécessité un investissement de 5,7 MUSD. Son fonctionnement va générer 250 emplois dont 50 directs.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : modernisation des ports

La société *South African Shipyards* (SAS) a livré un nouveau remorqueur à Durban à la compagnie d'Etat *Transnet National Ports Authority* (TNPA) en charge de la gestion des ports du pays. Il s'agit du cinquième remorqueur achevé sur un projet de neuf d'ici 2018, pour une valeur totale de 102 M EUR. Celui-ci est à destination de Richards Bay et les 4 premiers sont déjà en activité à Port Elizabeth et au port de Saldanha. Il s'agit du plus gros contrat de construction navale jamais remporté par une entreprise locale. SAS montre ainsi que des compagnies sud-africaines sont capables de réaliser des projets de grande envergure qui mobilisent toute une filière, et de créer de la richesse en participant à la formation de la main d'œuvre locale.

✉ eugenie.chevallot@businessfrance.fr

▼ Services

▼ Angola : fin de l'étude des fonds marins préalable à la pose du câble de fibre optique SACS

Angola Cables a annoncé la fin de l'étude des fonds marins préalable à la pose du câble de fibre optique devant relier Luanda au Brésil (SACS). Avec 46 % de réalisation aujourd'hui, le SACS doit être opérationnel courant 2018. A Fortaleza au Brésil, l'interconnexion est prévue avec le câble Monet vers Miami. *Angola Cables* développe les deux projets.

✉ ophelie.chevallard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : après Arik, nouvelle prise de contrôle d'AMCON dans le secteur aérien**

Suite à la prise de contrôle par AMCON le 09 février 2017 de la compagnie nigériane Arik Air, cette dernière ne s'est toujours pas prononcée sur un éventuel recours à cette décision qui a reçu l'aval du Sénat nigérian. Le journal *The Nation* a annoncé qu'AMCON recherche des investisseurs privés pour reprendre la compagnie, rejetant ainsi l'hypothèse d'une future nationalisation. Quelques jours après l'annonce de la prise de contrôle d'Arik Air, AMCON a repris la compagnie Odengene Air-Shuttle Services (OAS), l'une des principales sociétés de service d'affrètement d'hélicoptères du pays.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Le Nigéria importe 90 % de ses besoins technologiques**

Le directeur général du Bureau national d'acquisition et de promotion de la technologie (NOTAP), D.M. Ibrahim, a récemment déploré la lenteur du développement technologique dans le pays, révélant que plus de 90 % des technologies qui alimentent le Nigéria sont importées. D'après lui, le Nigéria ne peut plus rester les bras croisés et se doit d'investir dans le transfert de technologie et le capital humain s'il ne souhaite pas rester un pays de consommation. Le programme du NOTAP, débuté en 2006, a déjà mis en place 38 bureaux de transfert de technologie de propriété intellectuelle (IPTTO) dans les universités, les écoles polytechniques et les institutions de recherche afin de renforcer les liens entre les universités et les industries.

✉ mounir.alhoz@businessfrance.fr

▼ **Bénin : exemption de visa pour les ressortissants d'une trentaine de pays africains**

Le Bénin a décidé d'exempter de visas d'entrée les ressortissants d'une trentaine de pays africains (dont l'Afrique du Sud, l'Angola, le Cameroun, l'île Maurice, l'Ethiopie, le Gabon, le Tchad, la Namibie...) pour des séjours limités à 90 jours. En attendant que cette mesure, une première en Afrique, soit applicable au niveau des services de la police des frontières des Etats-tiers, les touristes et autres visiteurs africains désireux de se rendre au Bénin pourront, durant une période de transition, se faire délivrer des visas de courtoisie. Cette mesure devrait favoriser le tourisme au Bénin.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : l'Etat reprend le contrôle de quatre hôtels**

Constatant la défaillance des promoteurs privés dans leurs obligations d'investissement ou de modernisation, l'Etat vient d'annuler les conventions de cession ou de gérance (attribuées depuis 2004) de quatre hôtels à capitaux publics. Il s'agit de Bénin Marina Hôtel, Croix du Sud, PLM Alédjo et le Motel d'Abomey. La gestion de ces hôtels est désormais confiée à un administrateur provisoire.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : la Banque agricole interconnecte son réseau bancaire

La Banque Agricole du Niger (BAGRI) vient d'annoncer sa connexion avec le réseau de télécommunication de la Sonema (société de services spécialisée dans le domaine des réseaux d'entreprises) lui permettant de bénéficier d'une interconnexion satellitaire dans chacune de ses sept agences. Ce déploiement concerne les villes suivantes : Agadez, Diffa, Konni, Maradi, Tessaoua, Zinder et Doutchi. L'ensemble du réseau est également interconnecté avec le siège de la Banque situé à Niamey. La mise en place de ce service permettra aux collaborateurs de la BAGRI de pouvoir échanger des données sur leur réseau et d'avoir accès à des applications monétiques sécurisées.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Ethiopie : profit de 249 M EUR (6 Mds ETB) pour *Ethiopian Airlines*

La compagnie aérienne nationale *Ethiopian Airlines* a enregistré un bénéfice net record de 249 M EUR (6 Mds ETB) sur l'année fiscale 2015/16 (qui court de juillet 2015 à juin 2016), soit une progression de 70 % par rapport à 2014/15. Son chiffre d'affaires a augmenté de 10,3 % sur la même période, pour atteindre 2,2 Mds EUR (55 Mds ETB). Cette bonne performance intervient dans un contexte difficile, la compagnie ayant dû faire face au manque de devises de certains de ses partenaires (en particulier le Nigéria, l'Angola, le Soudan et l'Egypte). En 2015/16, *EAL* a transporté 7,6 millions de passagers et 270 000 tonnes de fret.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : arrêt de la desserte de Maurice par la compagnie malaisienne low-cost *AirAsia X*

Après seulement cinq mois d'exploitation, *AirAsia X*, compagnie malaisienne à bas prix, a décidé de renoncer à desservir Maurice à partir de Kuala Lumpur à compter du 25 mars. Malgré des tarifs jugés compétitifs, la compagnie asiatique rencontrait des difficultés pour remplir ses avions. *AirAsia X* a indiqué qu'elle souhaitait se concentrer sur ses marchés les plus porteurs, à savoir l'Australie, la Chine, la Corée du Sud, le Japon et Taïwan. Maurice est actuellement desservie par une vingtaine de compagnies aériennes, dont plusieurs avec des vols saisonniers comme *Eurowings* (Allemagne), *Edelweiss* (Suisse), *Evelop Airlines* (Espagne), *Thomson Airways* (Scandinavie) ou *Meridiana* (Italie).

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : Les résultats d'*Air Mauritius* en forte progression

Pour les neuf premiers mois de l'exercice financier en cours (avril à décembre 2016), *Air Mauritius* affiche des résultats en forte hausse avec des profits s'élevant à 28,2 MEUR (dont 12,6 MEUR pour le seul dernier trimestre 2016). Le nombre annuel de sièges offerts est passé à 586 000, tandis que le taux de remplissage dépasse désormais 80 %. Alors que la concurrence se fait de plus en plus vive sur la destination Maurice, ces résultats ont de quoi satisfaire la compagnie nationale qui célébrera ses 50 ans cette année. Fin 2017, deux A350-900, commandés en leasing à la compagnie irlandaise *Aercap*, seront livrés à *Air Mauritius*.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : création du consortium bancaire « Arise »

Les deux principaux actionnaires de DFCU, Norfund (Norvège) et Rabobank (Pays-Bas) qui totalisent 55 % du capital du groupe, ont été rejoints par la Dutch Development Bank (Pays-Bas) pour créer un nouveau consortium appelé « Arise ». Il permettra de prêter près de 50 MUSD, soit 180 Mds UGX, à la banque DFCU pour assurer la recapitalisation de la Crane Bank. Le consortium a par ailleurs fait part de sa volonté d'établir des partenariats avec des fournisseurs de services financiers locaux, sans donner plus de détails. Le consortium a pour objectif d'atteindre 1 Md USD de fonds propres. Pour rappel, la DFCU a racheté, fin janvier, la Crane Bank, après sa mise sous tutelle par la Banque centrale ougandaise.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : augmentation de la pénétration d'internet en 2016

Le rapport trimestriel de décembre 2016 de la Tanzania Communications Regulatory Authority (TCRA) montre une augmentation de la pénétration d'internet, à 40 % de la population contre 34 % en 2015 et 12 % en 2011. Sur 19,9 millions d'appareils connectés, 18,0 millions sont des dispositifs mobiles, soit un taux de connectivité mobile de 90 %. En 2011, le pays comptait 5,7 millions d'appareils, dont 70 % étaient connectés. Ces chiffres soulignent l'évolution de la stratégie des opérateurs qui, pour bénéficier de nouveaux relais de croissance dans un environnement jugé très concurrentiel, investissent massivement dans le développement de leurs réseaux de données 3G et 4G et dans la promotion de leurs services de mobile banking.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : forte augmentation des échanges entre les réseaux de *mobile money*

D'après la Bank of Tanzania (BoT), les transferts d'argent entre les différents réseaux de mobile money ont augmenté de 550 % durant le second semestre 2016 par rapport au second semestre de 2015. Les 17 millions d'utilisateurs des services de mobile banking en Tanzanie ont fait transiter près de 413 MEUR d'un opérateur à un autre sur cette période, contre 75 MEUR en 2015. En 2014, un accord entre les opérateurs Tigo, Airtel et Zantel a rendu interopérants leurs réseaux de mobile money. En février 2016, le premier fournisseur de téléphonie Vodacom a adjoint son réseau à la plateforme nouvellement créée, permettant à la Tanzanie de devenir le premier pays à assurer l'interopérabilité complète de ses réseaux.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : ouverture du centre commercial *Two Rivers* à Nairobi

Accueillant plus de 150 enseignes sur un espace de plus de 410 000 m², ce qui en fait le premier centre commercial du Kenya, le centre commercial Two Rivers a ouvert ses portes le 14 février dans le quartier résidentiel de Runda. La chaîne de grande distribution Carrefour y est présente, après l'inauguration d'un premier supermarché dans le quartier de Karen en mai 2016. Pour rappel, la croissance annuelle de la consommation des ménages a atteint 5,3 % en 2015 et est estimée à 5,6 % en 2016.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : le Conseil supérieur de la liberté de communication sensibilise les opérateurs au passage à la TNT**

Le Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC) a sensibilisé, le 16 février à Brazzaville, les opérateurs de télédistribution sur l'avènement de la Télévision numérique terrestre (TNT) en République du Congo. Les fréquences analogiques qui avaient été attribuées aux opérateurs seront ainsi retirées et remplacées par des fréquences conformes à cette nouvelle technologie. Ces nouvelles fréquences de télévision ne seront attribuées qu'aux opérateurs de diffusion qui rempliront les conditions requises. Plusieurs appels d'offre seront prochainement lancés, notamment pour le choix de l'éditeur de contenus des programmes et du transporteur des signaux.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Gabon : Pertamina International devient actionnaire majoritaire de Maurel & Prom

D'après l'Autorité des Marchés Financiers, le groupe indonésien vient de devenir l'actionnaire majoritaire de Maurel et Prom au terme de son offre publique d'achat lancée en décembre 2016. Pertamina Internasional Eksplorasi dan Produksi (PIEP) détient désormais 72 % des parts du capital et au moins 71 % des droits de votes de Maurel et Prom. PIEP avait déjà finalisé l'acquisition de 24,53 % de la junior française fin août 2016. Maurel & Prom, implantée au Gabon depuis 2004, est la seconde entreprise du pays en 2016 avec un chiffre d'affaires de 307 Mds FCFA. En 2015 sa production était estimée à 28 000 barils/jour.

✉ naomie.ntumba@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : Orange, premier contribuable du pays en 2016

L'entreprise Orange a versé 50 Mds FCFA (environ 76 M EUR) au Trésor public camerounais en 2016 au titre des impôts, taxes, cotisations et droits de douanes. L'opérateur de téléphonie mobile devient ainsi le premier contribuable du Cameroun.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : bilan de l'édition 2017 du salon Promote

La sixième édition du Salon International de l'Entreprise, des Petites et Moyennes Entreprises (PME) et du Partenariat de Yaoundé (Promote) s'est déroulée du 11 au 19 février au Palais des Congrès de Yaoundé, avec plus de 850 entreprises et institutions nationales, dont 15 ministères, et 300 entreprises étrangères. Côté français, ce sont plus de 70 exposants qui ont participé à ce salon, dans l'enceinte du Pavillon français inauguré le 15 février par le ministre de l'Economie et l'ambassadeur de France.

✉ jean.caro@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Niger : l'Italie aura bientôt une ambassade à Niamey

L'information a été donnée par Arturo Luzzi, envoyé spécial du ministre italien des Affaires étrangères, après une audience accordée par le Président nigérien le 14 février 2017.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : visite de la Secrétaire générale de la francophonie à Niamey

La Secrétaire générale de la francophonie, Michaëlle Jean, est en visite au Niger du 18 au 24 février 2017, pour participer au salon SahellInnov, un événement regroupant les pays sahéliens autour de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes par l'innovation durable. Ce déplacement entre dans le cadre de la mise en œuvre du Programme de la promotion de l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes 2015-2018. Michaëlle Jean a été reçue par le Président Mahamadou Issoufou pour échanger sur les stratégies de développement socio-économique du Niger.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Le Congo-Brazzaville : un salon sur les hydrocarbures prévu à Brazzaville

La troisième Conférence internationale et exposition sur les hydrocarbures au Congo (CIEHC-3) se tiendra au Palais des Congrès de Brazzaville du 24 au 26 Avril 2017 – sous le patronage du ministère des hydrocarbures de la République du Congo et d'AME Trade Ltd – autour du thème «L'industrie du pétrole congolaise : défis et perspectives». Au programme : des conférences, un salon commercial, des ateliers interactifs et un dîner de remise des prix aux acteurs du secteur pétrolier et gazier congolais. Le salon permettra d'aborder des thèmes tels que la mise en œuvre du nouveau code des hydrocarbures du Congo et le lancement de la production de projets d'envergure comme Moho-Nord.

✉ marguerite.carrez@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

